L'engagement dans les réseaux européens s'avère toujours plus important!

Le Mouvement Ecologique collabore avec des réseaux européens et nationaux dans certains dossiers eruopéens qui revêtent une importance primordiale comme la protection du climat, TTIP, la remise en question des directives Habitat/Natura2000, l'économie circulaire, les pesticides, la problématique soulevée par le diesel, et bien d'autres encore.

A de nombreuses reprises, des courriers furent adressés aux ministres compétents, des prises de position furent envoyées aux euro-parlementaires et des pétitions européennes furent soutenues.

Les détails sur cet engagement au niveau européen se trouvent dans les différentes parties thématiques du présent rapport d'activités.

Au-delà, nous soutenons notre organisation-mère «Friends of the Earth», tout en appuyant (tant au niveau européen qu'au niveau national) ou bien en transmettant leurs appels.

Le large réseau européen et international de « Friends of the Earth » inspire courage et verve, puisqu'il met clairement en évidence que des hommes et des femmes, dans le monde entier, s'engagent pour nos idéaux.

Notre opposition face à CETA et TTIP continue… – Do you hear the people sing?!

Suite au grand piquet de protestation de 2016 avec plus de 3000 participants, l'opposition contre CETA et TTIP poursuivait son cours en 2017. A noter que suite au changement à la présidence américaine, les vagues autour de TTIP se sont un peu apaisées. Néanmoins, la poursuite de l'engagement contre CETA et la lutte pour une politique commerciale sociale et écologique n'ont en rien perdu de leur importance, et la plateforme luxembourgeoise contre CETA et TTIP (au sein de laquelle le Mouvement Ecologique est très actif) continue dans la voie engagée. Quelques activités sont résumées ci-après:

- **Vain espoir de voir le Parlement européen supprimer CETA – néanmoins l'engagement n'est pas vain pour autant**

En date du 15 février, le Parlement européen s'est prononcé en faveur de CETA, cela malgré une très forte opposition à échelle européenne. La plateforme luxembourgeoise Stop CETA et TTIP (à l'instar de nombreuses ONG européennes) venait de réitérer son appel aux parlementaires européens afin qu'ils se prononcent en défaveur du traité de libre-échange CETA. Elle rappelait les dangers d'une trop forte dominance des multinationales, d'un déclin des droits citoyens et de l'intérêt général, et d'une remise en question des critères sociaux et écologiques.

Malheureusement le seul vote luxembourgeois contre CETA émanait de l'europarlementaire Claude Turmes. Dans une prise de position publiée à l'issue du vote, la plateforme luxembourgeoise Stop CETA et TTIP exprimait sa profonde déception face au vote positif du Parlement européen et de la majorité des parlementaires luxembourgeois dans le cadre du traité CETA.

- **La Cour de justice des Communautés européennes renforce les droits citoyens – aussi en matière de CETA et TTIP!**

En 2014, plusieurs organisations et bon nombre de citoyens projetaient d'introduire une demande de pétition officielle européenne contre TTIP. Or, la Commission européenne refusait son accord, indispensable en cette matière. Ce qui ne décourageait aucunement les adversaires de TTIP, qui ont de suite lancé une initiative citoyenne en régie propre, couronnée d'un fabuleux succès!

Plus de 3,5 millions de citoyen/nes et 500 organisations européennes se sont depuis prononcés en défaveur de TTIP. Une plainte introduite parallèlement auprès de la Cour de justice européenne obtenait gain de cause en date du 10 mai 2017. Dans son jugement, la Cour argumentait que le refus de la Commission n'était pas recevable.

Cette décision de la Cour de justice européenne revêt un caractère innovateur et devrait changer la donne aussi face à d'autres demandes de la sorte; elle doit également être comprise comme une réprimande, un avertissement envoyé en direction de l'UE et de la politique en général, de ne plus ignorer de la sorte les droits et les préoccupations des citoyens européens. Aussi en matière de CETA et TTIP!